

LUNDI 23 AVRIL 2012

LE DEVOIR.com

Libre de penser

[Accueil](#) > [Société](#) > [Actualités en société](#) > **Économie des régions - Offensive des municipalités « dévitalisées »**

Économie des régions - Offensive des municipalités « dévitalisées »

On invite les jeunes familles à vivre là où la valeur moyenne d'une résidence est de 37 300 \$

Denis Lord 16 février 2008 Actualités en société



Le Petit Bonheur, le centre culturel et communautaire de Saint-Camille, dans les Cantons-de-l'Est. Cette municipalité est devenue un véritable laboratoire rural. Photo: Sylvain Laroche

«Jeunes familles, construisez-vous à Aston Jonction! Nous donnons le terrain!» «Jeunes familles, venez à Bedford! Nous payons les frais du prêt hypothécaire!» Si elles peuvent surprendre à première vue, les annonces de ce type sont plus communes qu'on peut le croire. Aux prises avec le vieillissement de la population, avec la précarité des services, les municipalités multiplient les incitatifs financiers pour l'acquisition de maisons. Sont-ils efficaces?

Il faut dire que la situation est critique: l'Institut de la statistique du Québec anticipe une baisse de la population dans sept régions administratives du Québec au cours des 25 prochaines années. C'est essentiellement dans ces régions que se situent ce qu'on appelle les «municipalités dévitalisées», qui faisaient en novembre dernier l'objet d'un forum.

Quelles sont leurs caractéristiques? Selon le rapport de la Fédération québécoise des municipalités (FQM,) 80 % de ces villes ont moins de 1000 habitants. Elles comptent 30 % de plus de personnes âgées de 70 à 74 ans que les municipalités non dévitalisées. Dans les cinq dernières années, 28 % d'entre elles ont réussi à attirer de nouveaux venus contre 39 % pour les autres. Seulement 3,1 % d'entre elles possèdent à la fois une épicerie, une école primaire et une station-service.

En bref, l'état des choses est alarmant dans ces 173 municipalités, sur un total estimé à 1294 dans

l'ensemble du Québec. On pourrait croire que c'est peu, mais ce serait faire abstraction des autres villes où la situation est également précaire.

Des demeures à rabais

Quelque 200 municipalités québécoises auraient adopté des incitatifs fiscaux favorisant l'accès à l'habitation. Selon un intervenant tenant à garder l'anonymat, les données sur ce sujet ne sont pas colligées et il n'existe pas de réseau d'échanges où les municipalités pourraient valider l'efficacité de telles démarches. «Il n'y a pas de registre parce que des juristes à l'emploi du gouvernement ont affirmé que de telles mesures étaient illégales. Certaines municipalités les ont d'ailleurs abandonnées par crainte d'avoir des ennuis juridiques.»

Quoi qu'il en soit, la séduction par les rabais est à l'honneur, même si la valeur moyenne d'une résidence dans une municipalité dévitalisée est de 37 300 \$, presque deux fois moins onéreuse que dans une municipalité non dévitalisée (67 000 \$) et que les maisons en région coûtent généralement moins cher que dans les grandes villes. À Bedford, la trousse d'accueil comprend un programme uniformisé de crédit de taxes pour les maisons neuves, le paiement des frais pour le prêt hypothécaire, une assurance invalidité pour la première année, etc. Dans plusieurs cas, la municipalité annule la taxe de bienvenue.

À Saint-Magloire dans le comté de Bellechasse, un petit «village» aux 700 habitants, on a été encore plus loin. La municipalité a d'ailleurs fait la une du Time Magazine. Elle a fait l'acquisition de cinq maisons qu'elle loue quelque 350 \$ par mois, essuyant une légère perte mais assurant ainsi l'ouverture de l'école pour une autre année.

Un laboratoire rural

Dans les Cantons-de-l'Est, Saint-Camille est, selon Sébastien Cloutier, conseiller en recherche et politiques de la FQM, une municipalité exemplaire de par son dynamisme et l'engagement citoyen, un véritable laboratoire rural. «Au début des années 80, on a pris conscience que ça allait mal, rappelle le maire Claude Larose. La population était passée de 1100 à 450 personnes. Nous perdions le cordonnier, la boulangerie, etc. Quand le magasin général a été mis en vente, un groupe de citoyens s'est constitué dans le but de le racheter et de lui redonner une vocation collective.» Cette initiative a donné naissance au Petit Bonheur, un centre culturel et communautaire.

Depuis, deux projets ont été mis sur pied pour attirer de jeunes familles à Saint-Camille. Dans le premier, on a créé 25 terrains variant entre quatre et

18 acres où les futurs acheteurs devaient assumer les coûts de l'ouverture des chemins et de l'installation de l'électricité. Autre contrainte: ils devaient mettre sur pied un petit projet en agriculture ou en foresterie pour favoriser leur enracinement à Saint-Camille. À l'heure actuelle, 23 des terrains ont été vendus à des personnes provenant de diverses régions du Québec qui se sont regroupées dans la Coopérative du rang 13.

Le second projet s'est formé autour d'une autre coopérative, la Clé des champs, qui exploite une grande superficie vouée à l'agriculture. On y a greffé en bordure huit terrains, dont deux seront occupés par une coopérative d'habitation dont le nombre de logements reste à définir.

L'avenir des régions

Du côté provincial, le gouvernement propose le programme RénoVillages, dont l'objectif est d'aider les propriétaires à faible revenu en milieu rural à corriger des défauts majeurs de leur maison. Les offices municipaux d'habitation jouent également un certain rôle dans l'accès au logement. Mais le

gouvernement devrait-il mettre sur pied des programmes plus dynamiques et globaux favorisant le peuplement des régions? Un organisme comme Carrefour action municipale et famille n'a pas pris position pour réclamer de tels programmes, mais considère qu'ils mériteraient d'être étudiés.

En attendant l'éventuelle mise sur pied d'incitatifs fiscaux gouvernementaux, la séduction de nouveaux arrivants tient à de multiples facteurs: la diversification de l'économie, bien sûr, mais aussi l'accessibilité au service Internet à haute vitesse et à la téléphonie cellulaire, et l'offre en loisirs. Il n'existe aucune statistique à ce sujet mais à la FQM, on considère que le manque d'accès aux télécommunications de pointe met un frein à l'économie des régions et empêche l'arrivée de travailleurs autonomes.

Pour ce qui est des loisirs, Sébastien Cloutier, de la FQM, cite en exemple la MRC Robert-Cliche. «Les municipalités y ont mis en commun leurs équipements et proposent une programmation soutenue et diversifiée pour attirer les jeunes familles, dit-il. Bien sûr, cette solution ne s'applique pas si les municipalités sont trop distantes. Il n'y a pas de recettes globales.»

Afin de contribuer au rayonnement des collectivités rurales, la FQM a mis sur pied un programme de jumelage entre MRC permettant le partage de connaissances et d'expérience. Le programme visait initialement le développement touristique mais depuis, son mandat s'est élargi à l'ensemble des problématiques économiques. Les MRC Antoine-Labelle et Rocher-Percé, par exemple, travaillent de concert à trouver des solutions dans le

domaine de l'exploitation forestière et des usages récréatifs de la forêt.

Collaborateur du Devoir

construction, investissement, Québec (province), régions, municipalité

Haut de la page

Recommander

Tweeter < 0

0